



REGLEMENT DE LA CONSULTATION

(Code de la Commande Publique)

Marché passé selon une procédure d'appels d'offres ouvert (Articles L2124-2, R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique)

Procédure n° 2021-CHSTEMAURE-STRAV-008

FOURNITURE ET GESTION DE L'ENERGIE, EXPLOITATION, CONDUITE, ENTRETIEN, GROSSES REPARATIONS, RENOUVELLEMENT ET GARANTIE TOTALE RELATIFS AUX INSTALLATIONS COLLECTIVES DE CHAUFFAGE, RAFRAICHISSEMENT ET VENTILATION AU CH DE SAINTE MAURE DE TOURAINE

Période : du 01/04/2021(ou de la date de notification si postérieure) au 31/03/2024
Reconductible deux fois 12 mois

Date limite de remise des plis : le 12 février 2021 à 16 heures.

Le présent document comprend 22 pages.

SOMMAIRE

I - ACHETEUR PUBLIC	4
Article 1 - Type de l'acheteur public	4
Article 2 - Nom et adresse officiels de l'acheteur public	4
Article 3 - Référents du dossier	5
II - PRESENTATION DU (DES) MARCHE(S)	6
Article 4 - Objet du (des) marché(s)	6
Article 5 - Description du (des) marché(s)	6
5.1. Type de marché(s)	6
5.2. Forme spécifique du (des) marché(s)	6
5.3. Classification CPV (vocabulaire commun des marchés)	6
5.4. Décomposition en tranches ou en lots et étendue	6
5.5. Variantes	7
5.6. Mise à disposition	Erreur ! Signet non défini.
5.7. Dépôt	Erreur ! Signet non défini.
5.8. Prêt dans le cadre de l'évaluation technique des offres	Erreur ! Signet non défini.
Article 6 - Durée du (des) marché(s) et reconduction	7
6.1. Durée initiale du (des) marché(s)	7
6.2. Reconduction	7
6.3. Affermissement de tranches optionnelles	7
Article 7 - Lieu d'exécution, de prestation ou de livraison	8
III - PROCEDURE	8
Article 8 - Type de procédure	8
Article 9 - Numéro de référence attribué par la personne publique	8
Article 10 - Délai de validité des offres	8
Article 11 - Contenu du dossier de consultation	8
IV - CONDITIONS DE REMISE DES PLIS	9
Article 12 - Date et heure limites de réception des plis	9
Article 13 - Conditions relatives au(x) marché(s)	9
13.1. Conditions propres au(x) marché(s) de service	Erreur ! Signet non défini.
Article 14 - Dispositions relatives à la sous-traitance	9
Article 15 - Dispositions relatives à la co-traitance	9
Article 16 - Contenu de l'enveloppe	10
16.1. Documents relatifs à la candidature	10
16.2. Documents relatifs à l'offre	11
V - MODE DE REMISE DES PLIS	12
Article 17 - Obtention du dossier de consultation	12
Article 18 - Remise des plis par voie dématérialisée	13
Article 19 - Remise d'une offre électronique	13
19.1. Conditions générales de transmission par voie dématérialisée	13
19.2. Formats des documents	13
19.3. Outils requis pour répondre par voie dématérialisée	14
19.4. Certificat de signature électronique	14
19.5. Re-matérialisation des documents électroniques	15
19.6. Transmission des virus	15
19.7. Candidature dématérialisée rejetée	15
Article 20 - Transmission par voie électronique	16
VI - MATERIELS DE DEMONSTRATIONS – ESSAIS – VISITE DE SITE	17
Article 21 - Échantillons – spécimens - matériels de démonstration - essais	17
21.1. Généralités	Erreur ! Signet non défini.
21.2. Échantillons/spécimens de référence	Erreur ! Signet non défini.
21.3. Échantillons pour essais	Erreur ! Signet non défini.
Article 22 - Visites	17
22.1. Visite du site	17
VII - SELECTION DES SOUMISSIONNAIRES – JUGEMENT DES OFFRES	18
Article 23 - Ouverture des plis	18

Article 24 - Examen des candidatures	18
Article 25 - Examen des offres	18
25.1. Analyse et classement des offres	18
25.2. Attribution	20
25.3. Notification	20
VIII - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	22
Article 26 - Renseignements complémentaires	22
Article 27 - Détail du prix	22
Article 28 - Marchés réservés	22

I - ACHETEUR PUBLIC

DEFINITION ET ORGANISATION DU GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE

Le Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) est un dispositif prévu par la loi de Santé 2016. Il constitue un nouveau mode de coopération entre les établissements publics de santé à l'échelle d'un territoire, chacun conservant néanmoins son autonomie juridique et financière.

Il s'agit de se coordonner autour d'une stratégie de prise en charge commune et graduée du patient, formalisée dans un projet médical partagé.

Tous les types de marchés sont traités par la fonction achat du GHT.

A ce titre, depuis le 1er janvier 2018, la fonction achat est mutualisée, faisant du GHT l'échelon pertinent pour la mise en œuvre de la politique et de l'organisation des achats des établissements parties. Ainsi, le CHRU de Tours, désigné comme établissement support, assure la responsabilité de la fonction achat pour l'ensemble des établissements constituant le GHT Touraine Val de Loire :

- le Centre Hospitalier Intercommunal d'Amboise Château-Renault,
- le Centre Hospitalier du Chinonais,
- le Centre Hospitalier de Loches,
- le Centre Hospitalier Jean Pages de Luynes,
- le Centre Hospitalier de Sainte Maure de Touraine,
- le Centre Hospitalier Louis Sevestre de la Membrolle sur Choisisle.

Le Centre Hospitalier support détient seul le pouvoir adjudicateur, il assure la passation des marchés pour le GHT, que les procédures concernent ou non l'ensemble des établissements.

En revanche, l'exécution des marchés est prise en charge par chacun des établissements parties pour ce qui le concerne (émission de commandes, vérification du service fait, paiement).

Article 1 - Type de l'acheteur public

Établissement Public de l'Etat

Article 2 - Nom et adresse officiels de l'acheteur public

Dans le cadre du Groupement Hospitalier de Territoire Touraine Val de Loire, le CHRU de TOURS, établissement support doté du pouvoir adjudicateur du groupement depuis le 01/01/2018, passe le marché pour le compte du Centre Hospitalier de Sainte-Maure de Touraine, établissement partie, qui conserve la responsabilité de l'exécution du marché.

Nom du pouvoir adjudicateur :	Centre Hospitalier Régional Universitaire de Tours
Représentant du pouvoir adjudicateur :	Mme La Directrice Générale du CHRU de Tours
Adresse :	37044 TOURS Cedex 9
Adresse internet :	http://www.chu-tours.fr
Adresse du profil d'acheteur :	https://www.marches-publics.gouv.fr

Article 3 - Référents du dossier

Nom de l'Etablissement : Centre Hospitalier de Sainte-Maure de Touraine
Représentant de l'Etablissement : Thierry MERGNAC
Adresse : 90 avenue du Général de Gaulle
37800 Sainte-Maure de Touraine

Référent administratif du dossier : Sonia CHENE
Adresse : 90 avenue du Général de Gaulle
37800 Sainte-Maure de Touraine

Téléphone : 02.47.72.32.19
Télécopieur :
Courrier électronique : sonia.chene@ch-saintemaure.fr

Référent technique du dossier : Thierry ROY
Téléphone : 02.47.72.32.23
Courrier électronique : thierry.roy@ch-saintemaure.fr

II - PRESENTATION DU MARCHE

Article 4 - Objet du marché

Fourniture et gestion de l'énergie, exploitation, conduite, entretien, grosses réparations, renouvellement et garantie totale relatifs aux installations collectives de chauffage, rafraichissement et ventilation des 3 ensembles immobiliers suivant :

- Bâtiment ROHAN
- Bâtiment Les Sablonnières/UPAD
- Bâtiment PSS37

Marché d'exploitation de type MTI avec garantie totale transparente sur les bâtiments Sablonnières/UPAD et PSS37 (P1 + P2 + P3)

Article 5 - Description du marché

5.1. Type de marché

Marché(s) de fournitures :	Marché(s) de services : <input checked="" type="checkbox"/>	Marché(s) de travaux : <input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/> Achat <input type="checkbox"/> Location <input type="checkbox"/> Crédit bail <input type="checkbox"/> Location-vente	Catégorie de service : 1 <i>(nomenclature présentée en Annexe II à la directive européenne 2004/18/CE)</i>	<input type="checkbox"/> Exécution <input type="checkbox"/> Conception réalisation

5.2. Forme spécifique du marché

- Accord-cadre avec émission de bons de commande (articles R2162-13 et R2162-14 du Code de la commande publique)

☒ oui
☐ non

- Marché à tranches

☐ oui
☒ non

5.3. Classification CPV (vocabulaire commun des marchés)

Classifications principales	Classifications complémentaires
50531100-7 Services de réparation et d'entretien de chaudières.	45331000-6 Travaux d'installation de matériel de chauffage, de ventilation et de climatisation
50720000-8 Services de réparation et d'entretien de chauffage central	71321200-6 Services de conception des systèmes de chauffage

5.4. Décomposition en tranches ou en lots et étendue

- Prestations divisées en lots : ☐ oui ☒ non

Les prestations et fournitures objet du présent marché sont regroupées en un lot unique.

5.5. Variantes

5.5.1 Variantes à l'initiative du soumissionnaire

5.5.1.1 Variantes facultatives

Variantes autorisées : ☐ oui ☒ non

5.5.1.2 Prestations Supplémentaires Éventuelles facultatives

Des PSE facultatives sont-elles demandées ? : ☐ oui ☒ non

5.5.2 Variantes à l'initiative du pouvoir adjudicateur

5.5.2.1 Solutions alternatives

Solutions alternatives imposées : ☐ oui ☒ non

5.5.2.2. Prestations Supplémentaires Éventuelles obligatoires

Des PSE obligatoires sont-elles demandées ? : ☐ oui ☒ non

Article 6 - Durée du (des) marché(s) et reconduction

La durée maximum d'exécution du marché est de 36 mois comme détaillée ci-dessous :

6.1. Durée initiale du marché

A compter du 1/04/2021 (ou de la date de notification si postérieure) et jusqu'au 31/03/2024.

6.2. Reconduction

☒ oui
☐ non

Le marché pourra être reconduit tacitement 2 fois pour une durée de 12 mois, soit jusqu'au 31/03/2026.

En cas de non-reconduction, le représentant du CHRU de Tours prendra par écrit au plus tard 4 mois avant la fin de la durée du marché une décision de non reconduction.

Le titulaire ne pourra pas s'opposer à la décision de non reconduction, ni prétendre à une quelconque indemnité.

6.3. Affermissement de tranches optionnelles

Sans objet

Article 7 - Lieu d'exécution, de prestation ou de livraison

Centre Hospitalier de Sainte-Maure de Touraine :

- PSS37
90 avenue du Général de Gaulle
37800 Sainte-Maure de Touraine
- Bâtiment Rohan
32 avenue du Général de Gaulle
37800 Sainte-Maure de Touraine
- Sablonnières/UPAD
Rue des Mérigotteries
37800 Sainte-Maure de Touraine

III - PROCEDURE
Article 8 - Type de procédure

Appel d'offres ouvert passé en application des articles L2124-2 et R2124-2, R2161-2 à R2161-5 du Code de la commande publique.

Marché de services ou travaux (article R2122-7 du Code de la commande publique) possibilité de recours ultérieur au marché négocié sans publicité ni mise en concurrence préalables pour la réalisation de prestations similaires :

☒ oui ☐ non

Article 9 - Numéro de référence attribué par la personne publique

2021-CHSTEMAURE-STRAV-008

Article 10 - Délai de validité des offres

2 mois à compter de la date limite de réception des offres.

Article 11 - Contenu du dossier de consultation

- Règlement de la consultation et ses annexes (annexes 1 et 2)
- CCATP et ses annexes
- Acte d'engagement

IV - CONDITIONS DE REMISE DES PLIS

Article 12 - Date et heure limites de réception des plis

le 12/02/2021 à 16 :00 :00

Article 13 - Conditions relatives au marché

- Langue devant être utilisée dans l'offre et/ou la candidature : le français

Le pouvoir adjudicateur exige que les soumissionnaires joignent une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté, aux documents rédigés dans une autre langue.

- Les offres chiffrées des soumissionnaires doivent nécessairement être exprimées en EURO.

Article 14 - Dispositions relatives à la sous-traitance

Le soumissionnaire peut présenter son ou ses sous-traitants à la personne publique, soit à la remise de son offre, soit en cours d'exécution du marché.

Dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre ou de la proposition, le soumissionnaire fournit au CHRU de Tours une déclaration mentionnant :

- a) la nature des prestations sous-traitées ;
- b) le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- c) le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- d) les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- e) les capacités professionnelles et financières du sous-traitant.

Il lui remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

La notification du (des) marché(s) emporte acceptation du sous traitant et agrément des conditions de paiement.

Article 15 - Dispositions relatives à la co-traitance

Les groupements entre plusieurs soumissionnaires sont autorisés à soumissionner.

Le marché sera alors signé avec le mandataire du groupement, habilité par les autres membres du groupement.

Chaque membre doit fournir les documents administratifs exigés à l'Article 16 du présent règlement, sous peine d'élimination du groupement.

Possibilité de présenter pour le marché plusieurs offres en agissant à la fois :

En qualité de soumissionnaire individuel et de membres d'un ou plusieurs groupements

☒ oui ☐ non

En qualité de membre de plusieurs groupements

☒ oui ☐ non

Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques, attributaire du marché :

Afin d'assurer une bonne exécution du marché et en raison de la nécessité d'assurer la continuité du service public hospitalier, la forme imposée après attribution du marché sera le groupement solidaire.

Article 16 - Contenu de l'enveloppe

Rappel : Pour les modalités pratiques de constitution et de transmission des plis par voie électronique, le prestataire devra se conformer aux dispositions relatives au nommage indiquées dans l'annexe 2 du présent RC.

16.1. Documents relatifs à la candidature

Dans le cadre de l'allègement de dossiers de candidature, si le soumissionnaire souhaite avoir recours à un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou un espace de stockage numérique, accessible gratuitement, il doit fournir l'ensemble des informations nécessaires à la consultation de ces outils numériques à l'appui de sa candidature.

Dans le cas contraire, les pièces ne figurant pas dans le dossier de candidature seront considérées comme manquantes et la candidature jugée incomplète.

Documents EXIGES

- Pouvoir de la personne habilitée à engager chaque soumissionnaire, cotraitant ou sous-traitant
- Lettre de candidature (DC1)
- En cas de redressement judiciaire, le soumissionnaire et chacun de ses sous-traitants éventuels ou chacun des cotraitants en cas de groupement devra fournir copie du ou des jugements prononcés à cet effet.
- Fiche de renseignements (Annexe n°1).
- Références relatives à la capacité économique et financière du soumissionnaire se présentant seul ou en groupement :
 - Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles.
- Références relatives aux capacités techniques et professionnelles des soumissionnaires :
 - Présentation d'une liste des principales fournitures ou des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique,
 - Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du soumissionnaire et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années,
 - Description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le soumissionnaire dispose pour la réalisation du marché public,

- Indication des mesures de gestion environnementale que le soumissionnaire pourra appliquer lors de l'exécution du marché public,
- Certificats établis par des instituts ou services officiels chargés du contrôle de la qualité et habilités à attester la conformité des fournitures par des références à certaines spécifications techniques. Le pouvoir adjudicateur acceptera toutefois d'autres preuves de mesures équivalentes de garantie de la qualité produites par les soumissionnaires, si ceux-ci n'ont pas accès à ces certificats ou n'ont aucune possibilité de les obtenir dans les délais fixés.

Documents SOUHAITES

Afin de permettre un traitement plus rapide des formalités d'attribution du marché, les soumissionnaires sont autorisés à remettre, dans le pli contenant leur candidature et leur offre, les pièces visées par l'article « notification » du présent règlement de consultation.

Ainsi, les soumissionnaires pourront transmettre les documents suivants dans la candidature :

Les attestations fiscales et sociales :

- Pour le soumissionnaire établi en France : les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents. La liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales devant donner lieu à la délivrance d'un certificat ainsi que la liste des administrations et organismes compétents sont fixés par arrêté du 25 mai 2016 (JORF n°0126 du 1^{er} juin 2016, texte n°32).
- Pour le soumissionnaire établi dans un État autre que la France : un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les États où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

Les formulaires types du Ministère de l'Économie et des Finances (DC1, DC2, DC4) sont disponibles gratuitement et régulièrement actualisés sur le site www.minefe.gouv.fr, sous la rubrique "marchés publics", en sous rubrique "formulaires".

16.2. Documents relatifs à l'offre

Le soumissionnaire remet à l'appui de son offre, **obligatoirement** :

- Un acte d'engagement pour l'ensemble de l'offre, daté et signé en original ;
 - Une offre économique ou un bordereau de prix unitaires daté(e) et signé(e) en original.
- Il est exigé que le bordereau de prix soit rempli selon le modèle proposé au DCE

- Une offre technique

Un mémoire technique décrivant :

- La valeur technique et fiabilité des prestations offertes, sécurité et continuité de service,
- Les moyens mis en œuvre pour assurer le suivi financier et énergétique des consommations (P1) et atteindre les objectifs énergétiques dans le cadre de l'intéressement

- L'organisation dédiée et sur site, avec les moyens en personnel (CV avec diplômes et compétences adaptés, habilitation électrique et désignation d'un responsable d'exploitation). Décomposition en temps passé et type d'intervenants.
- Programme prévisionnel des prestations P3 GER,
- Moyen de communication mis en œuvre,
- Présentation du plan d'action qualité avec planning prévisionnel d'interventions,
- Programme et méthodologie des travaux obligatoires,
- Présentation du système d'astreinte.

L'absence des documents ci-dessus mentionnés, complétés le cas échéant, entraînera le rejet de l'offre.

Documents SOUHAITES

- Un Relevé d'Identité Bancaire (RIB), ou Relevé d'Identité Caisse Epargne (RICE) ;

Autres documents à fournir complétés :

- Annexe à l'acte d'engagement relative à la présentation d'un sous-traitant (modèle DC4)

Le soumissionnaire doit préciser les éléments confidentiels de son offre couverts par le secret des affaires et justifier par une note détaillée écrite les motifs de couverture par le secret des affaires de ces éléments. A défaut de précisions, l'ensemble de l'offre est réputé communicable, selon la jurisprudence de la CADA.

V - MODE DE REMISE DES PLIS

Article 17 - Obtention du dossier de consultation

Conformément à l'arrêté du 14 décembre 2009 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics, l'identification des soumissionnaires pour accéder aux documents de la consultation n'est plus obligatoire.

Toutefois, le CHRU de Tours souhaite attirer l'attention des soumissionnaires sur le fait que l'identification permet aux soumissionnaires d'être tenus informés automatiquement des modifications et des précisions éventuellement apportées au dossier de consultation. A défaut d'identification, il appartiendra aux soumissionnaires de prendre connaissance par leurs propres moyens des informations, modifications et/ou précisions complémentaires (et de prise en compte de celles-ci dans les dossiers de candidature et/ou d'offre).

Pour les soumissionnaires souhaitant s'identifier sur le portail, ils devront créer un compte via le menu

« Votre espace » pour obtenir un couple identifiant/mot de passe.

Les soumissionnaires devront répondre via le site dont l'adresse Internet est : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition par le **CHRU de Tours**, les soumissionnaires devront disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants : **Acrobat® (.pdf)**, **fichiers compressés au format Zip® (.zip)**, et **fichiers lus par la suite Microsoft® Office**.

Article 18 - Remise des plis par voie dématérialisée

Les plis doivent parvenir au service acheteur avant la date et l'heure limites indiquées à l'article 12 du présent règlement de consultation.

Les offres ne peuvent plus être modifiées à partir de la date limite de réception des offres. Conformément à l'article R2151-6 du Code de la commande publique, si plusieurs offres sont successivement transmises par un même soumissionnaire, seule est ouverte la dernière offre reçue par le pouvoir adjudicateur dans le délai fixé pour la remise des offres.

Article 19 - Remise d'une offre électronique

Le guide d'utilisation est disponible, dans la rubrique « aide », à l'adresse : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseGuide&Aide>
Il décrit toutes les étapes à suivre afin de procéder au dépôt d'une réponse électronique.

19.1. Conditions générales de transmission par voie dématérialisée

Les soumissionnaires remettront leur candidature et leur offre par voie dématérialisée **exclusivement** sur la plateforme d'acheteur: <https://www.marches-publics.gouv.fr> avant la date et l'heure limite de réception des offres.

La transmission des documents fera l'objet d'un accusé de réception électronique. Seules les dates et heures reprises par cet accusé de réception et générées par le dispositif d'horodatage de la plateforme d'acheteur font foi pour le traitement de la procédure.

Aucune autre forme de transmission par voie électronique (par exemple, par courrier électronique) ne sera acceptée.

Les fichiers doivent contenir la candidature et l'offre.

Pour les modalités pratiques de constitution et de transmission des plis par voie électronique, le prestataire devra se conformer aux dispositions, relatives au nommage, indiquées dans l'annexe 2 du présent RC.

L'accès au réseau et le recours à la signature électronique sont aux frais du soumissionnaire.

19.2. Formats des documents

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition par le pouvoir adjudicateur, les soumissionnaires devront disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants : Adobe® Acrobat® (.pdf), et/ou RichText Format (.rtf), et/ou les fichiers compressés au format Zip (.zip).

La liste des formats de fichiers acceptés par le CHRU de Tours est la suivante :

- Portable Document Format (.pdf),
- RichText Format (.rtf),
- Compressés (exemples d'extensions : .zip, .rar),
- Applications bureautiques (exemples d'extensions : .doc, .xls, .pwt, .pub, .mdb),

- Multimédias (exemples d’extensions : gif, .jpg, .png),
- Internet : (exemple d’extension : .htm).

19.3. Outils requis pour répondre par voie dématérialisée

Le soumissionnaire doit s’assurer de disposer sur son poste de travail des outils listés ci-dessous, en suppléments des logiciels bureautiques habituels :

- Une **machine virtuelle Java** (Java RuntimeEnvironment J2SE en version 4 : JRE 1.4.2_04 minimum). Ce logiciel est téléchargeable sur le site de SUN (<http://www.java.com/fr/download/index.jsp>).

19.4. Certificat de signature électronique

Il permet l’authentification de la signature du représentant de l’entreprise, signataire de l’offre.

Les catégories de certificat de signature électronique

Tous les documents transmis par voie électronique dont la signature en original est exigée, sont signés individuellement par l’opérateur économique au moyen d’un certificat de signature électronique. Il garantit l’identification du soumissionnaire.

Seuls les certificats de signature électronique conformes au RGS (référentiel général de sécurité) sont autorisés.

Le niveau minimum de sécurité exigé est ** ; les formats de signature acceptés sont : PAdES, CAdES, XAdES.

Les certificats sont réputés conformes au RGS s’ils émanent d’une liste de confiance française établie par le Ministre chargé de la réforme de l’Etat (www.references.modernisation.gouv.fr) ou d’une liste de confiance d’un autre Etat membre de l’Union Européenne (https://ec.europa.eu/information_society/policy/esignature/trusted-list/tl-hr.pdf).

Si le **certificat de signature électronique** utilisé **n’émane pas de l’une des listes de confiance** susmentionnées, le **soumissionnaire doit fournir** l’ensemble des **éléments nécessaires** afin de prouver que le certificat de signature utilisé est bien conforme au RGS.

Le CHRU de Tours souhaite attirer l’attention du soumissionnaire sur le délai administratif demandé par les organismes de certification pour la délivrance des certificats de signature électronique. Il convient donc d’anticiper le plus possible la demande de certificat par rapport à la date limite de réception des offres.

Contrôle de la signature électronique individuelle des fichiers :

Les documents dont la signature originale est exigée doivent être signés avec la fonctionnalité de « signature individuelle de documents ».

Pour ce faire, les soumissionnaires peuvent au choix :

- Utiliser le dispositif de signature proposé par le profil d’acheteur (<https://www.marches-publics.gouv.fr>).

Dans ce cas, les soumissionnaires sont dispensés de fournir la procédure de vérification de la signature.

- Utiliser un autre outil de signature électronique que celui proposé par le profil d’acheteur.

Dans ce cas, ils sont tenus de communiquer le « mode d’emploi » permettant de procéder aux vérifications nécessaires de la signature électronique.

Ce mode d'emploi contient, au moins, les informations suivantes :

- La procédure permettant la vérification de la validité de la signature ;
- L'adresse du site internet du référencement du prestataire par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire, qui comportent, au moins, la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.

REMARQUES PRATIQUES :

- Le CHRU de Tours souhaite attirer l'attention des soumissionnaires sur le fait que s'il y a modification du document après signature, le « couple » document signé et document de signature ne sont plus cohérents. L'opération de signature du document modifié est à renouveler.
- L'action de signature crée automatiquement, dans le même répertoire, un nouveau document dont le nom est celui du document suffixé avec '.sig '. Par exemple le fichier dc1.doc devient dc1.doc.sig.
- ATTENTION : Si le soumissionnaire utilise un fichier compressé (au format ZIP par exemple), lors de la signature électronique des documents depuis le site Internet, les documents contenus dans le fichier compressé ne seront pas signés individuellement électroniquement. Il est donc fortement déconseillé aux soumissionnaires de déposer des fichiers compressés dans leurs réponses.
- **Les soumissionnaires sont invités à tenir compte des aléas de la transmission électronique ; par conséquent, ils doivent prendre leurs précautions afin de s'assurer que la transmission électronique de leurs plis soit complète et entièrement achevée avant la date et l'heure limites de dépôt des offres.**

19.5. Re-matérialisation des documents électroniques

Les marchés retenus seront re-matérialisés si nécessaire sous format papier avec constatation de la conformité des informations par le pouvoir adjudicateur ou son représentant.

19.6. Transmission des virus

Tout fichier constitutif de la candidature et de l'offre, sera traité préalablement par le soumissionnaire par un anti-virus régulièrement mis à jour.

Le CHRU de Tours utilise un antivirus avec une fréquence de mise à jour quotidienne.

Afin d'empêcher la diffusion des virus informatique, les fichiers comportant notamment les extensions suivantes ne doivent pas être utilisés par le soumissionnaire : exe, com, bat, pif, vbs, scr, msi, eml. Par ailleurs les fichiers dont le format est autorisé ne doivent pas contenir de macros.

19.7. Candidature dématérialisée rejetée

En cas de candidature dématérialisée rejetée l'offre correspondante est effacée des fichiers informatiques du pouvoir adjudicateur, sans avoir été lue.

Le soumissionnaire est tenu informé du rejet de sa candidature et de la suppression du fichier.

Si la transmission dématérialisée était accompagnée d'une copie de sauvegarde, cette dernière est détruite, sans avoir été ouverte.

Article 20 - Transmission par voie électronique

Conditions propres à la transmission par voie électronique

Un manuel du soumissionnaire est disponible sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr>. Il précise les contraintes informatiques associées à la transmission des offres par voie dématérialisée, et le mode de remise des offres.

En cas de contradiction entre ce document et le présent règlement de consultation, les dispositions du règlement de consultation s'appliquent.

Références horaires utilisées

La transmission des documents fait l'objet d'un accusé de réception électronique. La date et l'heure qui sont utilisées par le dispositif d'horodatage proviennent de la plate-forme <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Remise d'une copie de sauvegarde

L'envoi d'une copie de sauvegarde est autorisé lors de la transmission des plis.

Les documents de la copie de sauvegarde doivent être signés (pour les documents dont la signature est obligatoire). Si le support physique choisi est le support papier, la signature est manuscrite. Si le support physique choisi est électronique, la signature est électronique.

La copie de sauvegarde doit parvenir dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

Cette copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible : « **Copie de sauvegarde – appel d'offres n°2021-CHSTEMAURE-STRAY-008 relatif à procédure de fourniture et gestion de l'énergie, exploitation, conduite, entretien, grosses réparations, renouvellement et garantie totale relatifs aux installations collectives de chauffage, rafraîchissement et ventilation au CH de Sainte Maure de Touraine** » et l'identification du soumissionnaire.

Cette copie de sauvegarde pourra être adressée :

☞ **Par voie postale, à l'adresse suivante :**

C.H.R.U. de Tours
Direction des Achats et des Approvisionnements
Cellule des Marchés
Avenue de la République
37 170 Chambray-lès-Tours

☞ **Par porteur, contre récépissé, du lundi au vendredi de 8h30 à 12h 30 et de 13h30 à 16h00, à l'adresse suivante :**

C.H.R.U. de Tours
Direction des Achats et des Approvisionnements
Hôpital Trousseau - Logipôle
Cellule des marchés - Bureau E220
Avenue de la République
37 170 Chambray-lès-Tours

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les 2 cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée.
- lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

Lorsque qu'un programme informatique malveillant est détecté dans la copie de sauvegarde, celle-ci est écartée.

Si le pli contenant la copie de sauvegarde n'est pas ouvert ou écarté pour programme malveillant, il est détruit par le CHRU de Tours.

VI - MATÉRIELS DE DEMONSTRATIONS – ESSAIS – VISITE DE SITE

Article 21 - Échantillons – spécimens - matériels de démonstration - essais

Sans objet

Article 22 - Visites

22.1. Visite du site

Une visite de site est obligatoire. Une attestation sera remise à l'issue.

Deux créneaux sont proposés :

- 3 février de 9h à 12h
- ou le :
- 4 février de 9h à 12h

Le RDV devra être pris auprès de Thierry ROY, Responsable des services techniques du Centre Hospitalier de Sainte-Maure de Touraine (02.47.72.32.23).

Point de rencontre à l'accueil du PSS37, 90 avenue du Général de Gaulle, 37800 Sainte-Maure de Touraine.

L'absence de participation à la visite obligatoire entraîne automatiquement le rejet de l'offre correspondante.

VII - SELECTION DES SOUMISSIONNAIRES – JUGEMENT DES OFFRES

Article 23 - Ouverture des plis

Seuls peuvent être ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et l'heure limites indiquées dans l'avis d'appel public à la concurrence et dans le présent règlement de la consultation.

Article 24 - Examen des candidatures

Le CHRU de Tours qui constate que des pièces de la candidature dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, peut demander à tous les soumissionnaires concernés de compléter leur dossier de candidature conformément à l'article R2144-2 du Code de la commande publique dans un délai de **5** jours.

Le représentant du pouvoir adjudicateur élimine les candidatures qui, en application des articles R2144-1 à R2144-7 du Code de la commande publique, ne peuvent être admises.

Les candidats non retenus en sont informés conformément à l'article R2181-1 du Code de la commande publique.

Article 25 - Examen des offres

25.1. Analyse et classement des offres

L'analyse et le jugement des offres seront effectués à partir des critères d'attribution suivants par ordre de priorité décroissant :

1) Valeur technique des prestations – coefficient de pondération : 50 points.

Indiquer dans la notice méthodologique et technique :

- **La structure et l'organisation générales (16 points)**
 - Descriptif de la société
 - Descriptif des moyens humains et matériels
 - Les procédés d'exécution et les moyens qui seront utilisés
 - Organigramme et indication des titres d'études et de l'expérience professionnelle du ou des responsables et des exécutants de la prestation de service envisagée.
- Moyens mis en œuvre pour assurer la transparence (reporting, rapports d'activité) **(6 points)**
- Synthèse des points contractuels importants du marché selon le candidat **(6 points)**
- Nombre d'heures annuelles allouées à la prestation P2 **(8 points)**
- Organisation de l'astreinte **(6 points)**

- Démarche en faveur du développement durable **(6 points)**
- Présentation et clarté du dossier **(2 points)**

2) Prix des prestations – coefficient de pondération : 50 points

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées en chiffres sur le bordereau des prix (total général) prévaudront sur toutes les autres indications de l'offre dont les montants pourront être rectifiés en conséquence.

Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report seraient constatées dans la décomposition du prix global forfaitaire, d'un prix forfaitaire figurant dans l'offre d'un candidat, il n'en sera pas tenu compte dans le jugement de la consultation.

Toutefois, si l'entrepreneur concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition pour la mettre en harmonie avec le prix forfaitaire indiqué dans le bordereau des prix ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

La notation du critère prix s'effectuera de la façon suivante :

- Prix P1 pour les Bâtiments PSS et Les Sablonnières défini à l'article 11 du C.C.A.T.P. **(15 points)**
- Prix énergie fioul P1 valeur juin 2020 pour le Bâtiment Patry défini à l'article 11 du C.C.A.T.P. **(1 point)**
- Prix énergie Gaz naturel P1 valeur juin 2020 pour le Bâtiment Rohan défini à l'article 11 du C.C.A.T.P. **(1 point)**
- Terme fixe énergie gaz naturel valeur juin 2020 pour le Bâtiment Rohan défini à l'article 11 du C.C.A.T.P. **(1 point)**
- Coefficient d'entreprise affecté au coût de combustible pour les bâtiments Patry et Rohan à l'article 11 du C.C.A.T.P. **(2 points)**
- Prix P2 défini à l'article 11 du C.C.A.T.P. **(12 points)**
- Prix P3 défini à l'article 11 du C.C.A.T.P. **(10 points)**
- Taux horaire défini à l'article 11 du C.C.A.T.P. **(2 points)**
- Coefficient d'entreprise affecté au prix d'achat des matériels défini à l'article 11 du C.C.A.T.P. **(3 points)**
- Coefficient d'entreprise affecté au prix des prestations sous-traitées défini à l'article 11 du C.C.A.T.P. **(3 points)**

25.2. Attribution

Le pouvoir adjudicateur du CHRU de Tours choisit l'offre qu'il juge économiquement la plus avantageuse en application du ou des critères d'attribution.

Les offres inappropriées, irrégulières et inacceptables sont éliminées.

Les autres offres sont classées par ordre de priorité décroissant. L'offre la mieux notée est retenue. En cas d'égalité de note finale, l'offre ayant obtenu la meilleure note au critère « valeur technique des prestations » est classée en première position. En cas d'égalité de note finale au critère « valeur technique des prestations », l'offre ayant obtenu la meilleure note au critère « prix des prestations » est classée en première position.

25.3. Notification

Le(s) soumissionnaire(s) dont l'offre (les offres) n'est (ne sont) pas retenue(s) et celui (ceux) dont l'offre (les offres) est (sont) retenue(s) en est (sont) informé(s).

Pour retirer leur notification électronique, les soumissionnaires devront se connecter sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr> et entrer l'identifiant et le mot de passe qui leur a été communiqué dans le message envoyé par la plateforme PLACE.

La notification de non attribution du marché comporte la mention du délai de suspension pendant lequel le pouvoir adjudicateur ne pourra signer les marchés avec les titulaires.

L'(es)attributaire(s) provisoire(s) fournit (fournissent) impérativement, (dans le cas où il(s) ne l'aurai(en)t pas déjà fait au moment de la candidature,) dans un délai mentionné dans le courrier qui lui est (sont) adressé(s) et qui ne pourra être supérieur à 10 jours, à savoir :

Soumissionnaire établi en France

I. - Le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché produit en outre :

1° Les documents suivants:

A) Un certificat délivré par les organismes de sécurité sociale attestant le paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, des cotisations de congés payés et de chômage intempéries et attestant de la régularité du soumissionnaire au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés.

B) Un certificat délivré par l'administration fiscale attestant du paiement de l'impôt sur le revenu, de l'impôt sur les sociétés et la TVA.

C) Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :

- a) Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ;
- b) Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
- c) Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une

liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;

D) Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

Soumissionnaire établi à l'étranger

I. - Le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché produit en outre :

1° Les documents suivants:

A) Dans tous les cas :

a) Un document mentionnant son numéro individuel d'identification attribué en application de [l'article 286 ter du code général des impôts](#). Si le cocontractant n'est pas tenu d'avoir un tel numéro, un document mentionnant son identité et son adresse ou, le cas échéant, les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France ;

b) Un document attestant de la régularité de la situation sociale du cocontractant au regard du règlement (CE) n° 883/2004 du 29 avril 2004 ou d'une convention internationale de sécurité sociale et, lorsque la législation du pays de domiciliation le prévoit, un document émanant de l'organisme gérant le régime social obligatoire et mentionnant que le cocontractant est à jour de ses déclarations sociales et du paiement des cotisations afférentes, ou un document équivalent ou, à défaut, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale. Dans ce dernier cas, elle doit s'assurer de l'authenticité de cette attestation auprès de l'organisme chargé du recouvrement des cotisations et contributions sociales ;

B) Lorsque l'immatriculation du cocontractant à un registre professionnel est obligatoire dans le pays d'établissement ou de domiciliation, l'un des documents suivants :

a) Un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription ;

b) Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et la nature de l'inscription au registre professionnel ;

c) Pour les entreprises en cours de création, un document datant de moins de six mois émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre.

Ces pièces sont à produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché ;

2° Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales. (Afin de satisfaire à ces obligations, le soumissionnaire établi dans un Etat autre que la France produit un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les Etats

où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays).

Le pouvoir adjudicateur exige que les soumissionnaires joignent une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté, aux documents rédigés dans une autre langue.

Une fois le délai de suspension écoulé, les marchés seront notifiés.

Lorsque le soumissionnaire, dont l'offre a été retenue, ne produit pas les attestations et certificats mentionnés à l'alinéa précédent, le pouvoir adjudicateur ou son représentant attribue les marchés dans l'ordre du classement mentionné dans le rapport de choix.

Après signature des marchés, en cas de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du Code du Travail, le pouvoir adjudicateur fait application, aux torts du titulaire, des conditions de résiliation prévues par le marché.

VIII - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Article 26 - Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les soumissionnaires devront faire parvenir au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres, une demande écrite par voie dématérialisée sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Une réponse sera alors adressée, par voie dématérialisée sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr>, à tous les soumissionnaires identifiés ayant retiré le dossier, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

Article 27 - Détail du prix

Remise d'un devis descriptif détaillé : ☐ oui ☒ non

Article 28 - Marchés réservés

Aucune prestation n'est réservée au profit d'entreprises ou d'établissements visés par les articles L2113-12 à L2113-14 de l'Ordonnance du 26 novembre 2018 et R2113-7 du Code de la commande publique.